

Protocole transactionnel entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord et la Commune d'Aulnoye-Aymeries

Entre les parties :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord, établissement public administratif, sis 18 rue de Pas – CS20068 – 59028 Lille Cedex, SIREN n° 285 900 015,

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Jacques HOUSSIN, autorisé par délibération en date du 24 septembre 2024,

Ci-après dénommé « le SDIS »,

Et

La Commune d'Aulnoye-Aymeries, sise Place du Docteur Guersant – BP20109 - 59620 – AULNOYE-AYMERIES, autorisée par délibération en date du *****,

Représentée par son Maire, Monsieur Bernard BAUDOUX,

Ci-après dénommée « la commune »,

Ensemble ci-après nommés « les parties »,

IL A PREALABLEMENT ETE RAPPELE CE QUI SUIIT :

Dans le cadre de la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours (dispositions aujourd'hui codifiées dans le code général des collectivités territoriales), la commune d'Aulnoye-Aymeries avait, par voie de convention datée du 14 août 2001 portant sur les biens meubles et immeubles, consenti au transfert, à compter du 1^{er} mai 2001, des locaux du Centre d'Incendie et de Secours (CIS), situés 1 rue Jules Ferry à Aulnoye-Aymeries, au profit du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Nord.

Par ailleurs, la commune avait également mis à disposition du SDIS du Nord des locaux situés 2 rue Jules Ferry à Aulnoye-Aymeries pour y aménager des chambrées pour le personnel de garde. Les modalités relatives à cette mise à disposition avaient été définies dans une convention d'occupation temporaire du 2 octobre 2014.

Situés dans le centre-ville, les locaux du CIS d'Aulnoye-Aymeries étaient vétustes et inadaptés à l'activité opérationnelle du territoire. En 2019, le choix s'est porté sur la relocalisation dudit CIS dans les locaux de l'ancien centre d'exploitation routier départemental, situés au 78 rue de la Fontaine à Aulnoye-Aymeries, et appartenant au Département du Nord. Le SDIS du Nord en a acquis la propriété par acte des 7 février et 10 juin 2020, publié et enregistré au service de la publicité foncière d'Avesnes-sur-Helpe le 16 juin 2020.

Le 12 mai 2020, un incendie a endommagé les locaux du CIS d'Aulnoye-Aymeries. Les services du SDIS ont effectué les travaux provisoires et nécessaires à la reprise d'activité du CIS jusqu'au déménagement dans les nouveaux locaux.

Suite à l'édification d'un nouveau CIS à Aulnoye-Aymeries, les immeubles situés rue Jules Ferry n'ayant plus vocation à être utilisés par le SDIS du Nord, le conseil d'administration du SDIS du Nord a approuvé leur désaffectation le 21 octobre 2021. Ils ont ensuite été restitués en l'état à la commune propriétaire le 27 avril 2022.

Par courrier du 29 avril 2022, la commune a relevé que les travaux de remise en état des biens restitués, chiffrés par les experts missionnés par l'assureur, n'avaient pas été entièrement effectués et a demandé à cet égard à être indemnisée à hauteur de 20 000 €.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet du protocole

Le présent accord a pour objet de mettre un terme définitif au litige opposant la commune au SDIS portant sur la partie des travaux de remise en état des anciens locaux du centre d'incendie et de secours d'Aulnoye-Aymeries, situés rue Jules Ferry, qui n'a pas été effectué par ce dernier avant leur retour dans le patrimoine de la commune.

Article 2. Concession des parties

Dans le délai de 30 jours à compter de la réception du présent protocole signé par la commune, le SDIS verse à la commune, à titre d'indemnité forfaitaire transactionnelle et définitive, la somme de 20 000 € (vingt mille euros) au titre de dédommagement pour la partie des travaux de remise en état des locaux non réalisée par le SDIS avant leur désaffectation et leur restitution.

La commune renonce irrévocablement à toute autre réclamation relative aux locaux situés rue Jules Ferry, mis à disposition du SDIS en vertu de la loi ou par convention et qui lui ont été depuis restitués.

Article 3. Déclaration des parties

Par le présent protocole, chacune des parties se reconnaît pleinement remplie de tous ses droits, sans aucune exception ni réserve.

Article 4. Renoncement à recours

Les parties déclarent et reconnaissent que le présent protocole constitue une transaction, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, mettant définitivement fin à leur litige.

Cette transaction emporte renonciation et désistement définitif de toute instance, demande ou action engagée, en cours à ce jour ou à venir.

En conséquence le présent protocole a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Article 5. Date d'entrée en vigueur

La présente transaction entrera en vigueur à sa date de signature par les parties.

Article 6. Clause de juridiction

Toute contestation qui pourrait naître de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de la résolution du présent protocole relèverait de la compétence du Tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Lille, le

Pour le SDIS,
Le Président,

Pour la Commune,
Le Maire,

Jacques HOUSSIN

Bernard BAUDOUX